



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 29 octobre 2026

**FOCUS : COLOMBIE – L'EXECUTIF ENTAME DE PREMIERES COUPES BUDGETAIRES, A
HAUTEUR DE 0,7 % DU PIB.**

2

Bolivie

3

Entre janvier et août 2026, les *remesas* reculent de 8,6 %.

3

Colombie

3

Le gouvernement réalise sa première émission sur les marchés internationaux et lève 5,2 Md\$.

3

Les paiements instantanés s'installent dans les usages quotidiens.

3

Les études et dessins pour la future ligne 4 du métro de Bogota recevront un soutien financier public.

4

À Bogota, un ménage sur cinq ne compte qu'une personne.

4

Équateur

4

Les recettes fiscales enregistrent une hausse de 17 % en un an.

4

Le gouvernement annonce des compensations fiscales pour les industriels ayant respecté les déconnexions électriques.

5

Guyana

5

L'entreprise publique Guyana Sugar Corporation révèle des pertes importantes de 80,5 M\$ en 2025.

5

Pérou

6

L'accord de libre-échange entre le Pérou et la Chine entre dans une nouvelle phase à partir de novembre

6

Le ministère des Finances relève à -2,4 % l'objectif de déficit budgétaire pour 2027 et reporte l'assainissement budgétaire à 2031.

6

Suriname

6

La prolongation du choc pétrolier entraîne une pression budgétaire et inflationniste au Suriname.

6

Venezuela

7

L'entreprise pétrolière italienne Eni relance ses opérations au Venezuela.

7

Le gouvernement et la Banque centrale s'accordent sur des objectifs de politique économique.

7

Focus : Colombie – L'exécutif entame de premières coupes budgétaires, à hauteur de 0,7 % du PIB.

Le décret 1585 du 22 octobre, signé par le président Abelardo de la Espriella, ampute le budget 2026 de 4,4 Md\$ (13 800 Md COP, soit 0,7 % du PIB), première mesure concrète de la stratégie d'ajustement budgétaire du gouvernement. Les dépenses d'investissement connaissent la baisse la plus importante par rapport à l'année dernière, avec -2,2 Md\$ (-6 800 Md COP) représentant près de la moitié de l'effort total. L'Institut national des voies (Invías) perd à lui seul -44 M\$ (-1 400 Md COP). De même, la baisse du budget associé à la « Prospérité sociale » est issue à 80 % d'une baisse des transferts monétaires pour les populations les plus pauvres (*Renta Ciudadana*). Le service de la dette est le deuxième poste de coupe, avec une baisse de -1,3 Md\$ de moindres intérêts sur la dette externe, grâce à l'appréciation du peso (+22 % par rapport au dollar américain sur l'année). Ceci permet à l'État de rembourser un même montant en devise pour un moindre coût en peso. Enfin, les dépenses de fonctionnement baissent de 1 Md\$ (3 000 Md COP).

Cette coupe se situe pour l'instant en-deçà de l'annonce d'une coupe budgétaire de 7 Md\$ (21 900 Md COP) autorisée en Conseil des ministres le 29 août. Selon le ministre des Finances, une seconde coupe devrait avoir lieu d'ici la fin de l'année pour atteindre cet objectif (soit une réduction additionnelle de 2,6 Md\$; 8 100 Md COP).

Pour autant, selon Mauricio Salazar, directeur de l'observatoire budgétaire de l'université Javeriana, le décret ne cible pas les dépenses à couper. En 2025, le Congrès avait en effet approuvé un budget sous-financé de 5,2 Md\$, qui auraient dû être approuvés via une loi de financement spécifique – rejetée par le Sénat en décembre. Pour retrouver ces dépenses, le gouvernement de Gustavo Petro avait décrété une urgence économique pour récolter 3,5 Md\$ (11 000 Md COP). Cependant, ce décret avait été annulé par la Cour constitutionnelle en avril et les recettes extraordinaires perçues (3 Md\$; 9 400 Md COP) ont dû être remboursées. Selon Mauricio Salazar, ces recettes et les dépenses associées n'ont pas été retirées du budget, les dépenses qu'elles devaient financer restent intactes. Le budget resterait sous-financé de 1,2 Md\$ (5 300 Md COP).

Ces coupes budgétaires s'inscrivent dans un contexte de dégradation des finances publiques en 2026. Fin août, le déficit budgétaire atteignait -4,7 % du PIB (contre 4,1 % un an plus tôt) selon le comité autonome pour la règle budgétaire (CARF), pour une cible de -7,2 % en fin d'année. Le déficit primaire s'établit lui à -1,8 % du PIB, pour une cible à -3,3 % en fin d'année. Les dépenses associées au paiement des intérêts de la dette représentent près de 30 % des recettes fiscales, pour une moyenne de 24 % ces vingt dernières années.

Pour 2027, une loi de « sauvetage économique » doit être présentée prochainement, et présenter des pistes de réduction significatives du budget. En effet, la loi de finances pour 2027, adoptée par décret, présente un déficit à -9,4 % du PIB. La loi de « sauvetage » doit permettre de le réduire à -7,2 % du PIB, *a priori* davantage par une baisse de la dépense publique que par une hausse des recettes.

Bolivie

Entre janvier et août 2026, les *remesas* reculent de 8,6 %.

Les envois de fonds des travailleurs boliviens établis à l'étranger (*remesas*) se sont élevés à 753 M\$ entre janvier et août 2026, en recul de -8,6 % par rapport à la même période de 2025 (824 M\$), selon la Banque centrale bolivienne. En 2022, ces *remesas* avaient atteint un niveau historique à 949 M\$. Alors que le pays connaît de faibles entrées de devises, cette baisse accentue les difficultés d'approvisionnement en dollars abondant le budget des ménages.

Pour autant, les *remesas* sont en hausse ces derniers mois. Entre janvier et juin, les *remesas* s'établissaient entre 89 M\$ et 95 M\$ par mois, avant d'accélérer à 103 M\$ en juillet et 100 M\$ en août. Les *remesas* proviennent de trois pays principaux : l'Espagne (45 % des *remesas* du mois d'août), les États-Unis (24 %) et le Chili (7 %), cumulant à eux trois plus de 75 % des envois. De même, la réception des *remesas* est concentrée dans trois villes : Santa Cruz (63 % du total en août), Cochabamba (20 %) et La Paz (8 %).

Colombie

Le gouvernement réalise la première émission sur les marchés internationaux depuis l'élection d'août et lève 5,2 Md\$.

Le gouvernement d'Abelardo de la Espriella a fait ses débuts sur les marchés internationaux de dette le 26 octobre avec une émission d'obligations globales de 5,2 Md\$, la seconde de l'année pour la Colombie (après janvier 2026). Trois types d'obligations ont été émises : (i) une première tranche de 2,2 Md\$ à maturité 5 ans (2032), à un taux de 7,05 %, (ii) une deuxième tranche de 2 Md\$ à maturité 10 ans (2037) et à un taux de 7,65 % et (iii) une

dernière tranche de 1 Md\$ à maturité 30 ans (2056) à un taux de 8,15 %. Au global, la demande a atteint 16,5 Md\$, soit trois fois le montant émis par le gouvernement, soulignant l'intérêt des investisseurs. La tranche la plus demandée est celle à maturité 30 ans, à un taux de 8,15 %. En janvier 2026, le précédent gouvernement avait émis 4,95 Md\$ à échéances courtes (2029, 2031 et 2033) pour une demande de 23 Md\$ (soit 4,7 fois l'offre).

Cette opération intervient alors que le déficit public est attendu autour de -7,2 % du PIB en 2026 et en 2027. Le coût de financement traduit un environnement plus exigeant : les taux de la nouvelle émission s'étagent de 7,05 % à 8,15 %, contre un coupon moyen pondéré de 5,93 % en janvier, selon l'ANIF (centre d'études économiques).

Les paiements instantanés s'installent dans les usages quotidiens.

L'infrastructure de paiements immédiats Bre-B monte en puissance depuis sa création. Bre-B a été créé par la Banque centrale pour permettre des transferts interopérables entre entités financières. Le nombre mensuel d'opérations est passé d'environ 65 millions lors du lancement à près de 230 millions en septembre 2026, tandis que la valeur transférée est passée de 9 000 Md COP à plus de 30 000 Md COP sur la même période. Cette progression traduit un usage croissant du système comme mécanisme habituel de paiement et de transfert. Bre-B contribue également à davantage d'inclusion financière, alors que les paiements en liquide représentaient 90 % des échanges en 2012, pour 60 % aujourd'hui.

En moyenne, 35,5 paiements ont été effectués via Bre-B par habitant en Colombie sur l'année. Seul le modèle brésilien Pix performe mieux, avec une moyenne de 44,8 transferts par habitant. Les autres systèmes présentent une moindre intégration dans les usages quotidiens : 6,1 paiements en Australie (NPP), 1,2 en Thaïlande (PromptPay), 0,9 au Mexique

(SPEI) ou 0,7 en Inde (UPI). Selon l’ANIF (centre d’études économiques), le défi consiste aujourd’hui à accroître encore la fréquence d’utilisation et élargir les cas d’usage (par une adoption croissante par les commerces voire les entités publiques).

Les études et dessins pour la future ligne 4 du métro de Bogota recevront un soutien financier public.

Le Fonds national pour le développement des infrastructures (Fondes) prendra en charge les études pour la ligne 4 du métro de Bogota. Cette annonce a été réalisée par le président Abelardo de la Espriella, lors d'un conseil conjoint avec le maire de Bogota, Carlos Fernando Galán. De même, le président de la Espriella a indiqué que la ligne 1 du métro de Bogota (en cours de construction) serait étendue vers le nord. Il a également indiqué que le gouvernement cherche des co-financements pour le financement des nouveaux bus électriques requis par le système de transport de la capitale.

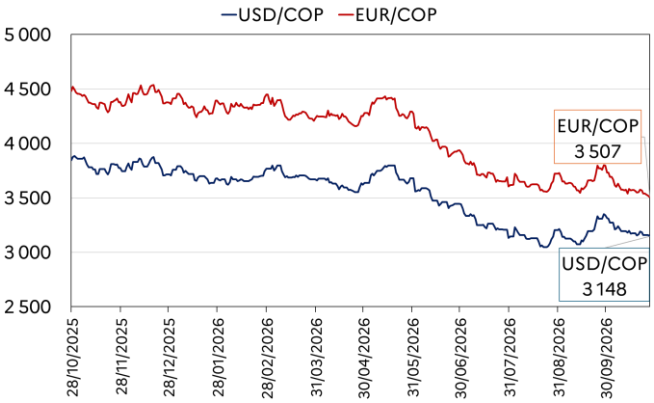
À Bogota, un ménage sur cinq ne compte qu'une personne.

Le nombre de personnes par ménage baisse dans la capitale : 20 % des ménages sont unipersonnels et la taille moyenne des ménages est passée de 2,8 personnes en 2021 à 2,7 en 2025, selon le DANE (institut statistique). Les ménages de deux personnes sont les plus fréquents après les ménages unipersonnels, avec une moyenne de 27 % des ménages. Les quartiers de Chapinero et de La Candelaria comptent déjà en moyenne moins de 2 personnes par ménage. Au contraire, Ciudad Bolívar, Bosa ou Rafael Uribe Uribe, plus populaires, comptent en moyenne 3 personnes par ménage. Enfin, deux tiers des ménages urbains vivent en appartement (91 % à Chapinero)

L'enquête du DANE documente des inégalités territoriales significatives. Au niveau éducatif, 47 % des Bogotains de 15 ans et plus ont

accédé à l’enseignement supérieur, mais cette part varie de 85 % à Teusaquillo à 26 % à Usme. De même, les trajets domicile-travail s'étirent dans le sud : 38 % des occupés d'Usme, 32 % de Bosa et 30 % de Ciudad Bolívar mettent plus d'une heure pour se rendre au travail, contre 21 % en moyenne urbaine.

Graphique : Après une courte dépréciation du peso colombien après le couac budgétaire, le peso retrouve un niveau autour de 3100 USD/COP.



Source : Banque centrale, calculs SER

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en glissement annuel	Ce jour
Bourse (COLCAP)	-0,9%	25,8%	2505
Change USD/COP	-0,5%	-18,1%	3148
Change EUR/COP	-1,2%	-21,8%	3507
Prix du baril (Brent, USD)	0,8%	76,1%	114

Équateur

Les recettes fiscales enregistrent une hausse de 17 % en un an.

Les recettes fiscales équatoriennes poursuivent leur progression en 2026. Selon le Service des impôts (SRI), les recettes fiscales ont atteint 18,8 Md\$ entre janvier et septembre de cette année, soit une hausse de 16,9 % sur un an (2,7 Md\$ supplémentaires). La progression est notamment portée par la TVA, dont les recettes ont augmenté de 16,3 % (à 9,4 Md\$), et par l’impôt sur le revenu, en hausse de 20 % (à 6,3 Md\$). L’impôt sur la

sortie de devises (ISD) a également progressé de 14,8 % (à 1,1 Md\$).

Cette dynamique s'explique à la fois par la reprise de l'activité économique et des ventes, mais aussi par plusieurs mesures réglementaires ayant élargi l'assiette fiscale : reclassement de certains produits alimentaires soumis à la TVA, réduction de certaines catégories ouvrant droit au remboursement de TVA et relèvement de certaines retenues à la source. En parallèle, les recettes budgétaires de l'État ont bénéficié de la hausse des cours du pétrole, des redevances minières et des bénéfices d'entreprises publiques. La progression des recettes contribue à réduire les tensions sur les finances publiques, mais ne garantit pas à elle seule une réduction durable du déficit, compte tenu des besoins de dépenses et de la volatilité des revenus pétroliers.

Le gouvernement annonce des compensations fiscales pour les industriels ayant respecté les déconnexions électriques.

Des allègements fiscaux en faveur des industries ayant respecté les mesures de déconnexion du réseau électrique sont étudiées par le gouvernement, selon le président Daniel Noboa. Ces restrictions ont été imposées dans un contexte de tensions sur l'approvisionnement énergétique. Depuis octobre 2025, les grands consommateurs industriels, notamment ceux relevant des catégories haute tension et moyenne tension, ont dû réduire leur recours au réseau national, avec des déconnexions pouvant atteindre 72 heures par semaine. Le gouvernement souhaitait ainsi préserver les réserves énergétiques et garantir la continuité de l'approvisionnement des ménages.

Le Président a indiqué que des discussions étaient en cours avec les organisations entrepreneuriales afin de définir les modalités de ces compensations, qui pourraient prendre la forme d'allègements fiscaux pour les

entreprises ayant investi dans leurs propres capacités de production électrique. Aucun mécanisme précis, montant ni calendrier d'application n'a toutefois été annoncé. En parallèle, le gouvernement a confirmé la fin des déconnexions industrielles à compter du 1^{er} novembre 2026, sous réserve de l'amélioration de l'approvisionnement.

Guyana

L'entreprise publique Guyana Sugar Corporation révèle des pertes importantes de 80,5 M\$ en 2025.

Le rapport annuel de la société publique de production de sucre GuySuCo révèle des pertes significatives de 80,5 M\$ en 2025 (contre 15 M\$ en 2024). Le chiffre d'affaires s'élevait à 43 M\$ l'année dernière (contre 44 M\$ 2024). Une subvention de 28 M\$ accordée par le gouvernement a cependant permis de réduire les pertes totales de l'entreprise. Il est à noter que l'entreprise en charge de l'audit de la GuySuCo a émis des réserves quant à l'exactitude des comptes de la société.

L'année 2025 a été marquée par une amélioration de la production de sucre, mais aussi par des défis opérationnels importants. GuySuCo a produit 59 600 tonnes de sucre, ce qui représente une augmentation d'environ 26,5 % par rapport à 2024. Malgré cette amélioration, la production ne représentait que 60 % de l'objectif annuel de 100 001 tonnes métriques. Cet échec peut être attribué à des conditions météorologiques humides, à des pénuries de main-d'œuvre, au manque de machines et à la disponibilité limitée de terres adaptées aux plantations.

Début 2026, le ministre de l'Agriculture Zulfikar Mustapha avait annoncé un plan sur cinq ans pour redresser la GuySuCo. Ce plan a pour objectif la suppression de la dépendance de l'entreprise aux subventions de l'État. Au

cours des 15 dernières années, la production de sucre a diminué, en raison, selon les autorités, de conditions météorologiques défavorables et de troubles sociaux. Le ministre a exprimé l'espoir qu'une augmentation de la mécanisation, ainsi que la rénovation des usines, permettraient d'améliorer la production.

Pérou

L'accord de libre-échange entre le Pérou et la Chine entre dans une nouvelle phase à partir de novembre

Le gouvernement a décidé de la mise en vigueur du protocole d'optimisation de l'accord commercial avec la Chine. Cet accord ne remplace pas l'accord de libre-échange actuel, mais actualise ses dispositions afin de répondre aux nouveaux besoins du commerce international. Il prévoit la modernisation de sept chapitres et l'ajout de cinq autres qui entreront en vigueur le 1er novembre prochain. Dans le domaine numérique, l'accord intègre des dispositions relatives au commerce électronique, une activité qui a pris de l'importance dans les opérations commerciales internationales. Le chapitre consacré aux chaînes d'approvisionnement mondiales prévoit de simplifier les opérations de commerce extérieur et de faciliter l'activité des micro, petites et moyennes entreprises. Le protocole comprend également des dispositions en matière de concurrence et d'environnement. En matière de propriété intellectuelle, le protocole inclut des dispositions relatives à la protection des indications géographiques. Pour rappel, la Chine est le principal partenaire commercial du Pérou et représente environ 35 % du commerce péruvien.

Le ministère des Finances relève à -2,4 % l'objectif de déficit budgétaire pour 2027 et reporte l'assainissement budgétaire à 2031.

Le gouvernement va modifier les règles budgétaires afin d'autoriser un déficit plus élevé en 2027. Cette mesure vise à faire face aux risques que représentent pour l'économie le phénomène El Niño, la hausse des prix des carburants et la hausse des taux d'intérêt internationaux. La nouvelle trajectoire budgétaire prévoit de clôturer l'année 2027 avec un déficit de -2,4 % du PIB (contre -1,4 % précédemment), de le ramener à -2,2 % en 2028, à -1,8 % en 2029 et à -1,4 % en 2030, pour atteindre -1 % en 2031. Selon le schéma précédent, ce dernier objectif devait être atteint dès 2028. Ainsi, ce changement accorde trois années supplémentaires pour atteindre l'objectif de déficit à -1 % du PIB. Le ministère de l'Économie et des Finances (MEF) prévoit que la dette péruvienne se situerait entre 26 % et 30 % du PIB jusqu'en 2031.

Suriname

La prolongation du choc pétrolier entraîne une pression budgétaire et inflationniste au Suriname.

Dans un scénario haut à 113\$/baril (comme actuellement), le FMI estime que l'inflation atteindrait 13,5 % en 2026. Dans un scénario à 103\$/baril, l'inflation serait de 12 %. Entre ces deux scénarios, la croissance passerait de 3,9 % à 3,4 %. En effet, malgré une production attendue de pétrole brut dès 2028, le Suriname importe son pétrole raffiné, dont la hausse du prix se transmet aux autres secteurs de l'économie.

Au niveau budgétaire, la hausse des prix constitue une pression additionnelle. Selon la ministre des Finances, Adelen Wijnerman, la subvention aux carburants a déjà coûté 37 M\$ (1,4 Md SRD) entre janvier et juillet 2026.

Venezuela

L'entreprise pétrolière italienne Eni relance ses opérations au Venezuela.

L'entreprise italienne Eni a repris, le 28 octobre 2026, ses opérations sur le gisement Junín-5, situé dans la ceinture pétrolifère de l'Orénoque, au Venezuela. L'entreprise vise une production de 200 000 barils par jour à l'horizon 2028. Cette reprise s'inscrit dans le cadre d'un contrat de participation productive conclu avec l'entreprise pétrolière publique (PdVSA), conférant à Eni l'exploitation exclusive du gisement pour une durée de 25 ans, renouvelable. Le plan de développement prévoit la remise en service de puits abandonnés et le lancement d'une campagne intensive de forage. Avant cette nouvelle phase, la production du gisement s'élevait à environ 12 000 barils par jour.

Depuis début 2026, les exportations pétrolières se dirigent majoritairement vers les États-Unis, qui ont reçu plus de 136 millions de barils sur l'année. Le Venezuela est ainsi le

deuxième fournisseur de pétrole du pays, derrière l'Arabie saoudite.

Le gouvernement et la Banque centrale s'accordent sur des objectifs de politique économique.

La Banque centrale du Venezuela et le ministère de l'Économie et des Finances ont signé un Accord national de politique économique, une première depuis 13 ans. Celui-ci fixe un objectif de croissance économique compris entre 6 % et 10 % en 2027, ainsi qu'une réduction de l'inflation à un niveau à deux chiffres d'ici la fin d'année 2027. En septembre 2026, l'inflation mensuelle s'est établie à 8,4 %, tandis que l'inflation annuelle a atteint 465,5 %. L'accord ne précise toutefois pas d'objectif précis d'inflation ni de mesures concrètes pour atteindre cet objectif. Enfin, une stratégie de change est précisée, avec un maintien des interventions directes de la Banque centrale sur le marché financier pour atténuer les fluctuations du taux de change.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md\$)	PIB/hab. à prix courants (K\$)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2026 p.	2026 p.	2026 p.	2025	2026 p.	2026 p.	2026 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2026 p.
Bolivie	12,7	53,8	4,2	-1,6	-3,0	1,6	100,2	108	+5	14,2
Colombie	53,4	527,7	10,7	2,6	2,2	-2,6	59,5	83	+2	6,8
Equateur	18,2	138,2	7,6	3,7	2,7	4,6	54,5 (2025)	88	+1	2,8
Guyana	1,0	34,0	38,6	19,3	22,3	31,6	25,3	89	+6	5,7
Pérou	34,8	399,6	11,5	3,4	3,0	4,0	28,6	79	0	4,4
Suriname	0,7	6,0	9,0	4,0	4,0	-51,0	85,1	114	+2	12,4
Venezuela	28,5	124,2	4,4	9,0	5,0	-1,0	/	121	0	336,7
Argentine	47,9	768,2	16,0	2,3	2,2	-1,1	69,3	47	0	29,5
Brésil	214,1	2 654,8	12,4	4,5	2,1	-2,9	97,0	84	+2	4,8
Chili	20,2	402,2	20,0	2,5	0,6	-1,2	42,8	45	0	4,2
Mexique	134,4	2 176,2	16,2	0,5	1,5	-0,3	62,1	81	+3	3,6

Source : FMI, WEO, octobre 2026

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Bogota.

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Diego DAVO, Ursula ELEIZALDE, Killian MAGDELAINE, Diego MAGUINA, Victoria SEIGNEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)